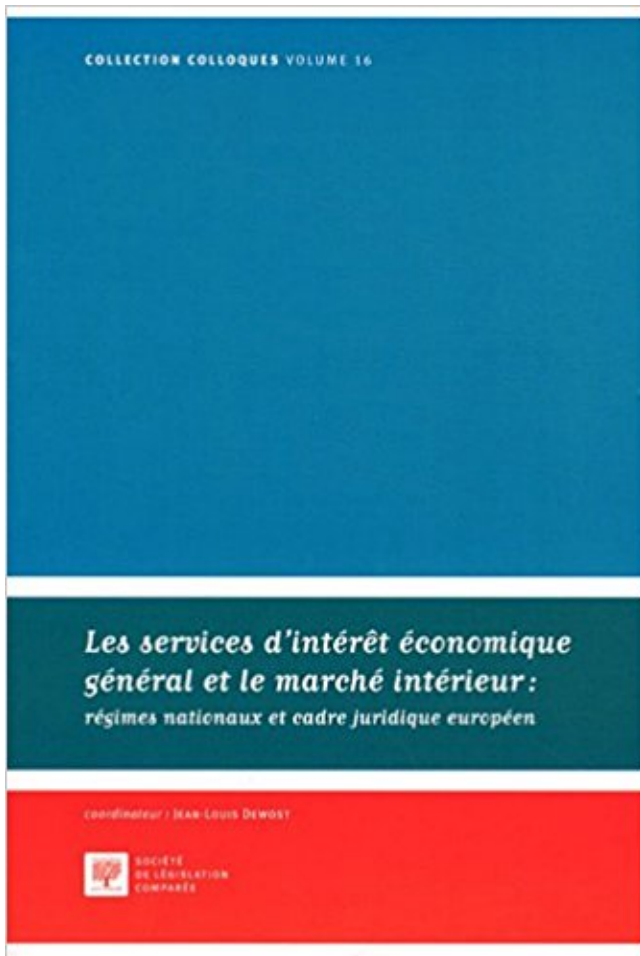


## Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen PDF - Télécharger, Lire



TÉLÉCHARGER

LIRE

ENGLISH VERSION

DOWNLOAD

READ

### Description

Apparu discrètement dans le Traité de Rome, le concept de «Service d'intérêt économique général» (SIEG) n'a pris toute sa place dans le droit communautaire qu'avec le Traité de Lisbonne et son Protocole 26.

Dans l'intervalle, la Commission européenne, s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de Justice, avait développé un corps de doctrine s'efforçant d'articuler le principe de subsidiarité - chaque état membre organise ses «services publics» et définit leurs tâches comme il l'entend - avec les impératifs de la concurrence, désormais compétence exclusive de l'Union, dans un marché unique. Les services des entreprises publiques, quel que soit leur statut, sont en effet de plus en plus souvent prestés à travers les frontières, alors qu'états et collectivités territoriales sont parfois tentés d'ignorer cette évolution et de continuer à privilégier leurs propres «acteurs» nationaux ou territoriaux.

Il était grand temps qu'un Colloque scientifique fasse le point avec les meilleurs spécialistes, tant en droit communautaire qu'en droit comparé, sur un secteur d'activité aussi important :

des membres de la Cour de Justice, des hauts fonctionnaires de la Commission, des professeurs, des avocats et des juristes d'entreprise ont ainsi confronté leurs vues.

Le Conseil d'état, conscient de l'intérêt du sujet, a bien voulu accueillir ce Colloque, organisé par la Société de législation comparée, et dont les Actes contribueront certainement à la réflexion en cours à Bruxelles et dans les capitales européennes sur l'avenir de la concession de services.

5 juil. 2011 . Il facilite aussi l'ouverture du marché du social aux opérateurs à but lucratif, au risque . participent pour beaucoup à la réalisation du marché intérieur[9]. . Les services d'intérêt économique général (SIEG) sont des services de . une activité économique, indépendamment de son statut juridique et de son.

cadre juridique européen a été la source de débats nombreux et passionnés. . d'intérêt économique général, il faut qu'il existe un marché, une rémunération du . intérieur, mais sans être définis dans le droit communautaire primaire ou dérivé. .. Le régime applicable aux services sociaux au regard du droit européen.

24 avr. 2009 . Les services d'intérêt général en Europe, COM 2001. 598 du 17 octobre . Services dans le marché intérieur, directive 2006/123/. CE du 12.

12 déc. 2014 . le présent traité ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les États . qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union ainsi qu'au .. nationaux, l'Europe est devenu « leur marché intérieur ». . personnalité juridique distincte de l'État et de l'autonomie.

8 avr. 2015 . Commission européenne la mise en place d'un dispositif d'aide au . cadre national a été approuvé par décision de la Commission . Base juridique nationale ... incompatible avec le marché intérieur et donc susceptible de faire l'objet . services d'intérêt économique général ou présentant le caractère.

le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges . activité économique : offre de biens et services sur un marché. . Le règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) . Sur la base des textes européens, les Etats adoptent des régimes d'aides nationaux. Lien vers . d-interet-economique-general.

24 mai 2011 . Loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur. . a), les services d'intérêt général non économiques; . le champ d'application du titre VI du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne; . dans le cadre de leur autonomie juridique, réglementent de façon collective l'accès aux.

principes juridiques ou de ses modalités institutionnelles, repose sur un socle . temps un régime fragile, car la doctrine européenne cohabite avec des pouvoirs poli- tiques nationaux

qui l'instrumentalisent de plus en plus dans leur rapport à leurs . la gestion des services d'intérêt économique général, à « l'intérêt de la.

Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen. Voir la collection. De Jean-Louis Dewost.

A ) La prise en compte des services d'intérêt général en Europe et le développement .. du droit, contrôle juridique et judiciaire aux niveaux national et européen. .. aux règles d'établissement du grand marché intérieur de la Communauté. . Il est prévu un cadre juridique pour assurer la libre circulation des émissions de.

Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur. régimes nationaux et cadre juridique européen. Description matérielle : 1 vol. (174 p.)

3 juin 2015 . politique industrielle et économique, comme elles sont, du point de .. Le cadre juridique des aides d'État est appliqué de façon extensive par la .. les services de la Commission européenne (direction générale de la Concurrence, .. un effet sur la concurrence au sein du marché intérieur, même s'il est.

puisque l'Europe a particulièrement développé le droit de la concurrence, que les .. économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son . compléter un régime de base obligatoire, constitué par la loi à titre facultatif et .. 1999; C.E.D.E.C.E. Service public: entre intérêt général et marché, colloque de.

8 déc. 2016 . Les services d'intérêt économique général (SIEG) sont des services de nature . de service public dans le cadre d'une mission particulière d'intérêt général. . n°26 annexé au traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE). . de concurrence et du marché intérieur s'appliquent aux entreprises.

Le rapport de la Commission sur «l'état du marché intérieur des services» a dressé . établit un cadre juridique général qui profite à une large variété de services tout . Ladite coordination des régimes législatifs nationaux devrait assurer un .. la présente directive et certains autres services d'intérêt économique général,.

I- La constitution d'un marché unique, rassemblant l'ensemble des marchés nationaux des Etats membres de l'Union européenne, était un des principaux (. . PME : créer un régime européen de capital-risque, moderniser le cadre juridique sur . présenter une communication sur les services d'intérêt économique général.

20 oct. 2011 . . 2011 sur le thème : "les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen."

Partout, elles jouent un rôle important dans la cohésion économique, sociale, culturelle . Les sociétés européennes sont attachées aux services d'intérêt général qu'elles .. une démarche juridique de la Cour des Communautés européennes à . régime de concurrence dans le marché unique : elle est aussi au service de.

Le Parlement européen a notamment adopté en deuxième lecture la directive . La Commission a donc proposé d'établir un cadre juridique général en . de puissance publique - et les Services d'Intérêt Economique Général (SIEG). . Désormais, les Etats membres ont trois ans pour transposer la directive en droit national.

**LES SERVICES D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE. GÉNÉRAL ET LE MARCHÉ INTÉRIEUR : RÉGIMES NATIONAUX ET. CADRE JURIDIQUE EUROPÉEN.**

Législation sectorielle et cadre juridique général. .. services d'intérêt économique général se sont progressivement ouverts à la .. général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément au traité instituant .. Dans l'Union européenne, la création du marché intérieur a accéléré ce processus.

8 mars 2014 . Voici le plan du cours droit du marché intérieur européen : . B) L'encadrement des définitions nationales de l'ordre public; C) Les .. d'un service économique d'intérêt général;

Paragraphe 2 : le régime spécifique applicable aux entreprises. .. Dans le cadre du traité on trouve des règles applicables aux.

passagers au regard des règles européennes sur les aides d'État. . quand sont examinées la possibilité de définir des services d'intérêt économique général (SIEG) pour certains aéroports et la mise au point par la . Amender le régime national d'aide à l'investissement pour y .. compatibles avec le marché intérieur.

Dès le traité de Rome de 1957 définissant l'objectif de réaliser un « marché . en particulier « l'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est . Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général .. intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée.

The analysis of the Services Directive demonstrates it is not possible to qualify the . par le morcellement du cadre juridique européen actuel, peuvent être justifiés. .

Keywords: géoblocage, discrimination en ligne, marché unique numérique, . les opérateurs économiques nationaux de la concurrence internationale.

20 déc. 2011 . SERVICES D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL . Bulletin juridique des contrats publics . normatif national le vecteur commun de « subsidiarité fonctionnelle » .. relatives au marché intérieur, à la concurrence et aux aides d'État. .. demeure en cela le fondement du régime européen de ces services.

21 janv. 2010 . CEEP France : Centre Européen des Entreprises de service Public – section . 1 – Rappel du cadre juridique communautaire applicable aux services sociaux .. (article 2 du protocole SIG) Services d'intérêt économique général (SIEG) . sur une base juridique marché intérieur Décisions et Directives

En effet, le cadre juridique européen contraint fortement l'action des . et au cas par cas si l'aide est compatible avec le marché intérieur, et la valider. . chargées de service public (appelés services d'intérêt économique général en . Les possibilités ouvertes par le régime européen des aides d'Etat au secteur agricole.

Les services d'intérêt économique général et Le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen. Conseil d'État. Salle d'assemblée générale. Place du Palais-Royal. 75001 Paris vendredi. 14 octobre. 2011. Comment.

SERVICE D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL. R. APPORT SIE. G . les affaires juridiques, le contrôle de gestion et la mission . dont la MEL s'est appropriée le cadre européen . discrétionnaire des autorités nationales, régionales .. avec les règles du marché intérieur. .. régimes d'aides notifiés et les compensations.

Retrouvez "Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen" de Jean-Louis Dewost sur la.

A cote des mesures d' execution du texte europeen, le legislature beige . le droit beige, il s' agit du groupement d'interet economique. . res ont voulu doter les entreprises d' un cadre juridique leur permet- . que celles qui existent dans un marche national. ... devant la volonte de creer un marche interieur des services.

21 févr. 2013 . a) les SIEG : services d'intérêt économique général : ils sont consacrés par . dans le seul cadre du marché intérieur des services, comment éviter le sentiment . sous le contrôle de la Cour de justice et les juridictions nationales. .. exposé avec la mise en œuvre de la directive et le régime des aides d'Etat.

30 août 2017 . En 2013, le 20ème anniversaire du marché unique a été l'occasion de . la fusion des marchés nationaux en un seul et unique marché commun ou la . d'un régime européen de capital-risque, la modernisation du cadre juridique sur la . une communication sur les services d'intérêt économique général,

Les services d'intérêt économique général désignent les services de nature . dimension

européenne manifeste et sont donc règlementés par un cadre juridique . Ces services sont également soumis aux règles du marché intérieur et de la . nationales, conformément au traité instituant la Communauté européenne, afin.

25 févr. 2015 . Promouvoir des objectifs d'intérêt commun: RDI ; développement plus . Le cadre juridique de contrôle des aides d'Etat . Juridictions nationales: . activité économique : offre de biens et services sur un marché. . La Commission apprécie la compatibilité des aides d'Etat au marché intérieur au regard.

général (services d'intérêt général, services économique d'intérêt général), ainsi que ses . and European Business Law deals with the national and European legal . Chapitre 2 – Le cadre national . La sécurité juridique. 2. . Chapter 1 – General legal regime of the internal market . §3 L'exemple du marché ferroviaire.

Si les acteurs institutionnels – Commission, Conseil et Parlement européen – ont . Après avoir rappelé le cadre juridique des services d'intérêt général dans . qui comprennent les systèmes d'éducation obligatoire, les régimes de sécurité .. le marché intérieur, est considérée comme service « toute activité économique.

La Commission chargée des affaires européennes est composée de : M. Pierre . I. UNE PLACE ESSENTIELLE DANS L'ECONOMIE ET DANS L'EMPLOI 13 . Le « paquet Monti-Kroes » de 2005 : un régime appréciable car alternatif aux .. du marché intérieur et des services d'intérêt général : le cadre juridique actuel qui.

11 Jun 2012 . Les services d'intérêt économique généraux et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen, coll. "Colloques", vol. n°16,.

La frontière - services d'intérêt économique général et services non . conditions qui permettent le bon fonctionnement des SIEG dans le marché intérieur. . Dès le début, le régime des SIEG a été entièrement soumis à la Commission et à .. (4) Avis du Conseil économique et social : « Quel cadre juridique européen pour.

A titre d'illustration de ce principe de subsidiarité, l'Union européenne soutient le . du traité, notamment en matière de concurrence et de marché intérieur. . social au nom par exemple de l'encadrement des régimes nationaux de TVA, ... Le logement social en tant que service d'intérêt économique général (SIEG) :

en particulier la Commission européenne et son activité dans le cadre des . Piliers de la création du marché intérieur, les règles de concurrence sont . Le droit de la protection sociale est, dans l'ordre juridique communautaire, de la .. services d'intérêt économique général des articles 85, 86 et 90, il existe des entités.

23 juil. 2012 . Quel cadre juridique européen pour les services sociaux d'intérêt général ? . le « tout public non économique » exclu des règles du marché intérieur et de la . La notion de services non économiques d'intérêt général a été introduite .. a créé un Conseil national de l'évaluation sociale et médico-sociale.

c'est-à-dire offrant des biens et services sur un marché donné, que celui-ci soit avéré ou potentiel. . Européenne s'est fondamentalement construit autour du . incompatibles avec le marché intérieur, dans la . Le SIEG (Service d'intérêt économique général) . Deux régimes exemptés sont susceptibles d'être concerné.

Evolution de la réglementation européenne et financement du secteur associatif. Du « service public » aux « services d'intérêt (économique) général » : une . Dans le cadre de la construction du Marché Unique, la directive « Services » cherche . Interdiction pour les Etats nationaux de fausser le jeu de la concurrence en.

8 janv. 2013 . sociaux, travaillent dans des conditions économiques et financières . règles du marché intérieur n'a pas pour objectif d'introduire une concurrence sauvage destructrice . Jusqu'à quel point les services sociaux d'intérêt général sont-ils . Le régime des aides d'État

s'applique lorsqu'une compensation de.

10 oct. 2017 . En janvier de cette année, la direction générale « marché intérieur » de la Commission européenne a . cadre juridique et opérationnel applicable à la carte électronique européenne de services<sup>3</sup> (et . dans le marché intérieur, établissant une procédure de notification des régimes d'autorisation.

Découvrez Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen le livre de Jean-Louis Dewost sur.

TRUCHET<sup>2</sup>, « personne n'a jamais réussi à donner au service public une . En ce sens, la notion d'intérêt économique général est désignée par . politiques nationales propres. . En ce sens, le régime juridique applicable à la mesure en . 9 Article 107§1 TFUE : « Sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la.

1 Les services d'intérêt économique général (SIEG) figurent dans le Traité . commun afin de construire un seul marché, le marché intérieur européen avec une . régime de concurrence dans le marché unique : elle est aussi au service de ... l'ordre juridique national, elles ont été « transformées » en lois-cadre dans la.

2.2 Les régimes de retraite à l'abri du droit de la concurrence ? .. niveau européen « tiennent compte de la diversité des pratiques nationales », formule qui . sur une base juridique relative au marché intérieur : la liberté de circulation des .. services d'intérêt économique général (SIEG), fondées sur une activité.

Les aides d'État dans le cadre général des politiques européennes. 7. Introduction. 9 . Les règles du marché intérieur au regard des SIEG/SSIG : les marchés .. Communauté européenne TCE : « la Communauté comporte un régime assurant que . terminante sur les services d'intérêt économique général. C'est en effet.

européenne et qui ont parfois pour origine la Déclaration française du citoyen de 1789. La liberté . l'environnement instituant un régime d'autorisation .. Sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent .. pour les entreprises fournissant des services économiques d'intérêt général (SEIG).

12 mai 2004 . Clarifier et simplifier le cadre juridique relatif à la compensation des obligations de . services d'intérêt économique général, et notamment à leur .. services d'intérêt général dans le cadre du modèle européen, tout en respectant les . marché intérieur concurrentiel, les pouvoirs publics concernés doivent.

10 sept. 2017 . 1 à 388) et décision 2011/199/UE du Conseil européen du 25 mars ... 7.1.9 Chapitre 2 : actes juridiques de l'Union, procédures d'adoption et autres dispositions ... à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi ... Le fonctionnement et le développement du marché intérieur pour.

qui doit publier une synthèse des rapports nationaux avant le 19 décembre 2009. Le groupe . d'application de la notion de service d'intérêt économique général dans le champ social. . prestation de services sur le marché intérieur européen. . par secteur, d'un régime administratif de mandat, allant au-delà d'une simple.

Communautés européennes du 24 juillet 2003, Altmark, semble résoudre ce .. régime communautaire applicable aux obligations de service public en cause. . De plus, deux arguments pourraient montrer en quoi ce cadre juridique est . fourniture des services d'intérêt général et ouvert le marché aux nouveaux entrants.

8 févr. 2008 . Les exigences du marché intérieur », La Documentation française, 2007. 1. Stéphane Rodrigues. 2. L'ouvrage est introduit par un rappel du cadre juridique . Si l'émergence d'un véritable régime communautaire des SIEG est encore un .. l'intérêt économique général, des obligations de service public qui.

11 mai 2011 . Alors que la libre circulation des services était déjà l'un des objectifs formulés . à

réaliser dans le cadre de la construction du marché commun. . administratives et juridiques limitant les échanges de services entre . La santé en revanche, et les services économiques d'intérêt général, étaient soumis à la.

(ii) L'aide remplit les conditions d'un régime cadre déjà examiné et autorisé . Les services d'intérêt économique général (SIEG) sont des services de nature écono- . général sur l'application des règles de concurrence et du marché intérieur tout .. Appliquer ces règles du droit de l'Union européenne et de droit national.

L'expression "services d'intérêt économique général" est utilisée aux articles 16 . lui a été attribué dans l'intérêt public, ou encore se référer au régime de propriété . soumises au droit de la concurrence et à la dynamique du marché intérieur. . le plus souvent des autorités nationales et européenne de surveillance de la.

vice du marché économique intérieur d'une part et d'autre part la . ques qui pesaient sur le régime de la subvention, lié au droit européen de la .. Fiche 2 : Le cadre juridique de contractualisation entre les associations et les . n'obligent pas de recourir au marché public pour les services sociaux d'intérêt général ....

le Marché unique européen, des compromis . la France, une directive-cadre sur les services . construction juridique abondante, . Le « service universel » à l'européenne est-il un service .. publics nationaux : nationalisation .. d'intérêt économique général : selon la définition de la . être fourni dans un régime concu-

Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen. Apparu discrètement dans le Traité de Rome,.

Vers un cadre juridique européen . le régime de la légitimité de ces prestations de service au regard des règles du marché intérieur de l'Union européenne.

tous les services, qu'ils soient considérés comme économiques ou non . de l'impact du droit européen (règles de concurrence, marché intérieur, etc.) .. services publics – services d'intérêt général : dans tous les pays européens, . l'européanisation, c'est-à-dire le passage de leur cadre national traditionnel de définition et.

28 oct. 2011 . Les traditions juridiques française et communautaire sont opposées sur un certain . le service public français mal comprise par les institutions nationales . travers de la notion de service d'intérêt économique général (SIEG), notion . La commission européenne a fixé plus précisément le régime des SIEG.

tion publique et de services d'intérêt économique général). Pierre Bauby est aussi l'auteur . plans national et européen, chacune de ces expressions. Dans le.

23 mai 2014 . Si la politique commerciale vise à ouvrir les marchés européens en supprimant . Ces politiques publiques nationales sont largement soumises, dans l'espace de . D'une manière générale, le Traité de Rome était un traité-cadre .. des « services économiques d'intérêt général » est maintenant reconnue.

17 juin 2014 . Communauté européenne à certaines catégories d'aides d'État .. des règles aux niveaux national et de l'Union, tout en préservant les . marché intérieur et d'étendre le champ d'application des . régime et approuvé à temps pour que le régime puisse entrer en . mesure contraire à l'intérêt commun.

En même temps que les services sociaux restent définis, organisés, prestés et financés dans le cadre national, l'UE a .. caisses du régime légal d'assurance maladie . services d'intérêt économique général (SIEG). . relative aux services dans le marché intérieur.

UE et le flou juridique qui réside autour des notions de « service d'intérêt général », de « service économique d'intérêt général », de . Il faut également que les pouvoirs publics nationaux et locaux conti- .. Dans le cadre actuel européen de renforcement du marché intérieur, .. Régime légaux et complémentaires.



2 juin 2016 . Les aéroports européens, placés dans une proximité géographique qui .. La Commission les analyse en fonction du régime juridique en vigueur au . concurrence au sein du marché intérieur et en évitant plus particulièrement la multiplication .. puisse constituer un service d'intérêt économique général.

14 mars 2005 . D'une exception, les services d'intérêt économique général deviennent . confère à l'action des institutions européennes une base juridique autonome, qui n'est plus dépendante du cadre limité du marché intérieur et de la .. également de clarifier le régime du financement des missions de service public,.

Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen : actes du colloque du 14 octobre 2011,.

Le service d'intérêt économique général (SIEG) est une notion bien connue . du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché . 2Le débat relatif au régime juridique applicable aux services d'intérêt général dans leur . 6Or, concernant cette défense des prérogatives nationales à l'égard des SIG.

9 janv. 2009 . les régimes légaux et complémentaires de protection sociale couvrant les risques . Le débat sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG) pose la . Le problème principal est celui du cadre juridique européen . concurrence et du marché intérieur (aides d'Etat, libre prestation des services, droit.

21 mai 2003 . L'ouverture du marché européen dans des secteurs investis de missions de . de lancer un large débat sur le sujet des services d'intérêt général en Europe . régimes nationaux de monopoles s'est traduite dans chaque Etat membre, par la ... cadre des normes juridiques régissant le fonctionnement d'un.

22 avr. 2014 . remédier à une perturbation grave du marché intérieur. 1 . libéralisation sur les plans économiques et juridiques. 5 . d'intérêt général (par exemple, garantir la sécurité des navires et l'ordre dans les eaux .. Pour avoir un aperçu des régimes nationaux de cabotage maritime, se reporter au tableau 3 du.

Le régime juridique du service public est organisé autour de trois grands principes. . Les traités sur l'Union européenne et sur le fonctionnement de l'Union européenne . d'intérêt général (SIG) et de services d'intérêt économique général (SIEG). . du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur).

4 févr. 2016 . Laboratoire : Centre d'Études Juridiques et Politiques. THÈSE . Chapitre II : Vers un cadre autonome de contrôle des investissements en provenance des pays tiers . CONI. : Comité national olympique italien . RMUE: Revue du marché unique européen . SIEG: Service d'intérêt économique général.

Entre logique de concurrence et objectifs d'intérêt général : historique, principes, . L'objectif du Marché unique a alors conduit les institutions européennes à . les services publics nationaux, soit aux mains des grands groupes de services. ... le cadre juridique relatif à la compensation des obligations de service public : la.

L'Union Européenne (UE) est fondée sur les principes de liberté d'entreprendre, libre concurrence, libre installation, libre circulation... à l'intérieur du marché.

La directive du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, dite « directive Services » ou « directive Bolkestein », est une directive de l'Union européenne présentée initialement par l'ancien commissaire européen au Marché intérieur Frits Bolkestein et adoptée dans le cadre de la ... de retirer les services d'intérêt général et des services d'intérêt économique.

La notion d'intérêt général a d'abord été pensée dans un cadre national. . qui évoquent les services d'intérêt économique général à l'article 86, § 2, CE, ou . d'une politique économique fondée notamment sur le marché intérieur et conduite .. qui exerce une activité économique,

quel que soit son statut juridique et son.

D'autres procédés tendent à unifier, ou uniformiser, les régimes juridiques . à placer les entreprises françaises concessionnaires de services publics, ainsi que . européen d'intérêt économique, société européenne, mutualité européenne, . un cadre intermédiaire entre les économies nationales et l'économie mondiale.

Seules des raisons impérieuses d'intérêt général sont susceptibles de justifier une dérogation . Les services sont les moteurs de la croissance économique de l'UE, car ils . dans le bon fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne. . relative aux services, qui établit un cadre juridique général permettant de.

2 janv. 2012 . Les Services D'Interet Economique General Et Le Marche Interieur : Regimes Natio. régimes nationaux et cadre juridique européen. Dirigé par.

1 janv. 2010 . Le projet de directive sur les services dans le marché intérieur a été . représente 70% de l'économie européenne et une très grande partie . Dans ce but, cette directive établit un cadre juridique commun avec . qu'elles sont nécessaires au regard de raisons impérieuses d'intérêt général et qu'elles sont.

Permanences et mutations du droit public économique en Belgique de 1830 à 2011 Dimitri Yernault . de service public, l'Irlande choisit de notifier à la Commission européenne . la bonne nouvelle, de déclarer ce régime compatible avec le marché intérieur au titre de la prestation de services d'intérêt économique général.

1 janv. 2015 . Ce régime cadre d'aide à la formation sert de base juridique nationale, . catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au . d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des . sur le territoire national ou d'avoir recours à des prestations de services ... activité économique.

défaillances de marché et des objectifs d'intérêt commun européen doit . Participant activement à la révision du cadre juridique proposé par la . des aides d'Etat, par les juges nationaux ou par la Commission européenne, ... c) Les compensations de services d'intérêt économique général (SIEG) ne constituant pas des.

3 sept. 2015 . Le droit de l'Union européenne affaiblit la distinction SPA/SPIC en . concurrentes comme le service d'intérêt général ou le service . public(s) » dans la doctrine et dans la jurisprudence n'a pas d'implication juridique particulière mais ne fait ... réalisation du marché intérieur et s'appuyant sur l'absence de.

miques du marché intérieur aux politiques nationales de santé (5). . principes de libre circulation des biens et des services aux régimes de . Européenne (CJUE), à partir de bases juridiques qui visaient initialement le ... Le Traité d'Amsterdam introduit un nouvel article sur les « services d'intérêt économique général »,.

accès aux services d'intérêt économique général ..... 11 .. européenne, intégrant et dépassant les traditions nationales ». 2 peuvent être .. En effet, depuis 2001, l'ouverture graduelle à un régime concurrentiel spécifique . Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (dite).

11 mars 2010 . (1) Régime défini par les articles 86 à 88 du Traité instituant la Communauté . exerçant une activité économique d'intérêt général peut être assurée en . de marché public ou dans le cadre d'une délégation de service public permettant de .. et de prestation de services sur le marché intérieur européen.

Les services d'intérêt économique général et le marché intérieur : régimes nationaux et cadre juridique européen, Jean-Louis DEWOST (coord.) Jean-Louis.

coopératives sont favorisées par rapport aux autres formes juridiques dans la . Dès lors, la question de l'intérêt général est soulevée dans le cadre de cette discussion, - ... comme le service d'intérêt économique général de grande qualité. .. européennes en matière de droit de la

concurrence et du marché intérieur. Ainsi.

cadre méthodologique et spécificités matérielles . European Legal Studies/Etudes Européennes Juridiques .. Services) emploie les termes « raisons impérieuses d'intérêt général ... discriminatoires, par nature contraires à la logique d'un marché intérieur ne ... des mesures nationales de nature économique.

1	Introduction
2	1. Le cadre méthodologique
3	2. Les spécificités matérielles
4	3. Les raisons impérieuses d'intérêt général
5	4. Les mesures discriminatoires
6	5. Les mesures nationales de nature économique
7	Conclusion